

Chine : Un partenaire commercial important avec un potentiel élevé

dossier politique

25 janvier 2010

Numéro 2

Une économie dynamique. L'économie chinoise a le vent en poupe, elle enregistre une forte croissance. Son importance pour l'économie mondiale, et donc pour celle de la Suisse, ne cesse de croître. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de consacrer un dossier politique à l'Empire du Milieu. Malgré le dynamisme économique de la Chine, des réformes de politique économique sont nécessaires. Les interventions massives sur les taux de change peuvent représenter un danger pour la stabilité du système financier international. Afin de préserver son potentiel de croissance à long terme, la Chine ne peut faire l'économie de réformes promouvant l'innovation, comme le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle. De telles réformes sont d'ailleurs planifiées. La Chine entretient, depuis toujours, des relations commerciales étroites avec la Suisse. Les produits suisses y possèdent une excellente réputation et la demande pour ces produits ne cesse de croître. Il est d'autant plus réjouissant que les deux pays prévoient de conclure un accord de libre-échange.

Position d'economiesuisse

- ▶ L'évolution économique positive de la Chine est des plus réjouissantes. Ce pays fort d'une population de 1,3 milliard de personnes est devenu un marché d'exportation important pour les produits et services suisses.
- ▶ La forte croissance économique de ces dernières années a permis de réduire durablement la pauvreté en Chine.
- ▶ Il est en particulier indispensable de renforcer la protection de la propriété intellectuelle. C'est à cette condition que la Chine attirera des investissements directs d'entreprises technologiques étrangères.
- ▶ La conclusion d'un accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine est une très bonne nouvelle pour l'économie. economiesuisse soutient toutes les mesures en vue d'une conclusion aussi rapide que possible d'un tel accord.

Chine : de l'économie planifiée à l'économie de marché

► La Chine est considérée comme un des principaux marchés de demain.

Tout le monde parle de la place économique chinoise. Ce pays asiatique qui semble résister étonnamment bien à la crise économique actuelle est considéré comme l'un des principaux marchés de demain. La Suisse a toujours entretenu de bonnes relations avec l'Empire du Milieu. Aujourd'hui, il est question de les intensifier avec un accord de libre-échange.

Au cours des 30 dernières années, l'économie chinoise a connu une évolution phénoménale et s'est considérablement ouverte. La transition de l'économie planifiée à l'économie de marché peut être considérée comme un succès. La politique économique de la Chine n'en est pas moins confrontée à plusieurs défis de taille, à court terme avant tout en matière de politique monétaire et à long terme en ce qui concerne l'orientation générale de la structure économique chinoise.

Historique

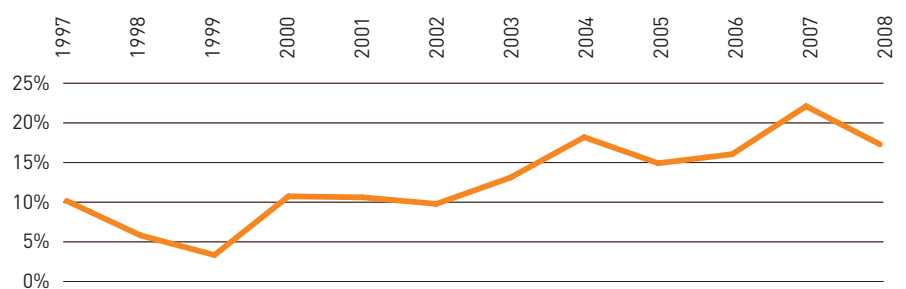
► La Chine se développe toujours à un rythme effréné.

La Chine figure actuellement parmi les économies affichant le taux de croissance le plus élevé. Son évolution est effrénée et son taux de croissance dépasse régulièrement les 10 %. Même la crise financière n'a freiné que temporairement et légèrement le « miracle économique » chinois. Grâce à cette évolution, de plus en plus de personnes ont pu s'extirper d'une pauvreté extrême et parvenir à un niveau de prospérité correspondant à la classe moyenne. Néanmoins, une partie relativement importante de la population chinoise vit toujours dans une relative pauvreté. Le produit intérieur brut par habitant reste aussi à un niveau assez modeste en comparaison avec les pays industrialisés.

Graphique 1

► Le taux de croissance dépasse régulièrement les 10 %.

Croissance annuelle de l'économie chinoise depuis 1997
1997-2008, en pour cent



Source : Thomson Datastream

Graphique 2

▶ La Chine reste en retrait par rapport à des pays émergents classiques.

Comparaison internationale du PIB par habitant

État en 2008, en dollars US



Source : Thomson Datastream

▶ La propension aux réformes du gouvernement chinois.

La transition de l'économie planifiée à l'économie de marché a été préparée il y a longtemps : la première pierre de la vigoureuse croissance économique de ces dernières années a été posée en 1978 lorsque les responsables politiques ont fixé pour objectif de parvenir à un revenu par habitant supérieur à celui d'un pays émergent à l'horizon 2049 (centième anniversaire de la République populaire de Chine)¹. Par la suite, le système économique chinois a été soumis à des réformes incisives. Les dirigeants ont admis qu'ils ne pourraient pas atteindre leur objectif avec un régime socialiste. Aujourd'hui, on peut même dire que la Chine est organisée sur le principe de l'économie de marché et qu'elle s'appuie dans une large mesure sur la recherche de la performance. La quote-part de l'État se monte à 20 %, un niveau très bas en comparaison avec les pays occidentaux. On peut partir du principe que le gouvernement chinois conservera la propension aux réformes nécessaire.

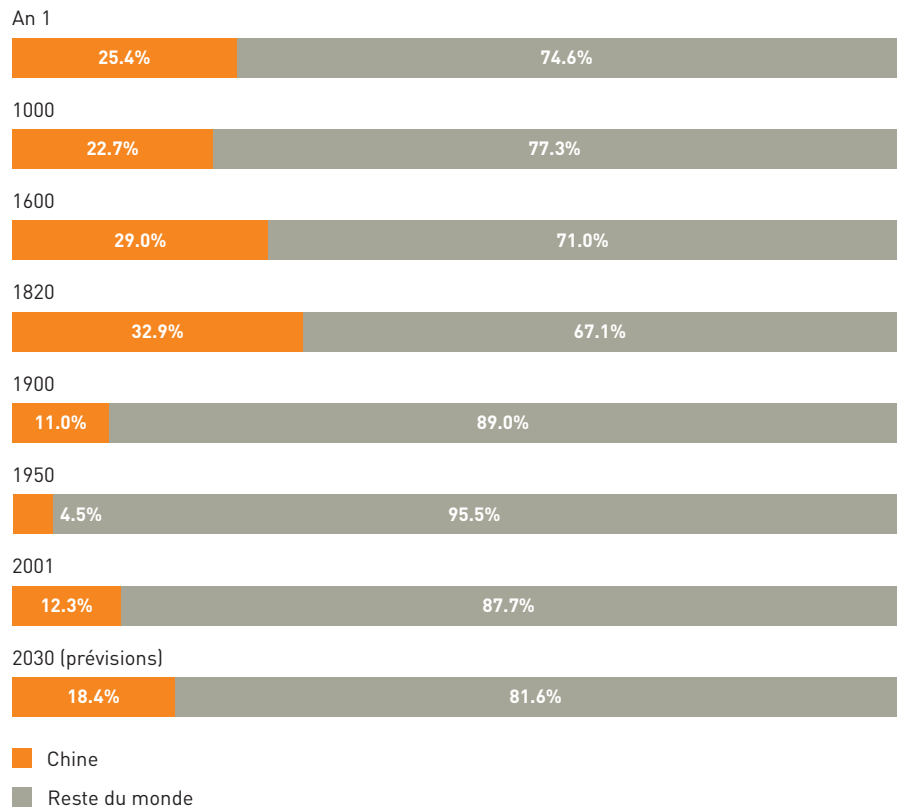
▶ La Chine a manqué le train de l'industrialisation.

Du fait de sa croissance, la Chine retrouve son importance économique d'antan. Son histoire économique montre que ce pays figurait parmi les principales nations économiques jusqu'à l'ère de l'industrialisation. Jusqu'au début du XIXe siècle, un quart voire un tiers du revenu mondial était généré en Chine. Cependant, repliée sur elle-même et aux prises avec des troubles internes, la Chine a manqué le train de l'industrialisation. Tandis que l'occident enregistrait une forte croissance économique grâce aux progrès techniques, l'importance économique de la Chine a rapidement reculé au cours du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle.

¹ Cf. Moser, P. (2009). Was der Westen von China lernen kann. Schweizer Monatshefte, 972, pp. 15-16.

Graphique 3

► L'évolution de la Chine au cours de l'histoire met en évidence son potentiel.

La part de la Chine au revenu mondial dans une perspective historique

Source : Maddison, A. (2007). *Contours of the world Economy, 1-2030 AD*, Londres : Oxford University Press.

► Le processus de rattrapage économique prendra du temps.

Par rapport au revenu mondial, la puissance économique de la Chine a atteint son point le plus bas au moment de la révolution. Depuis l'introduction des réformes mentionnées, à la fin des années 1970, on observe à nouveau une croissance régulière de plus en plus forte. Des estimations pour 2030 montrent cependant que la Chine n'aura pas totalement retrouvé son importance économique d'antan. On peut partir du principe que le processus de rattrapage économique se poursuivra encore pendant de nombreuses années.

Le commerce extérieur et les déséquilibres généraux de la Chine

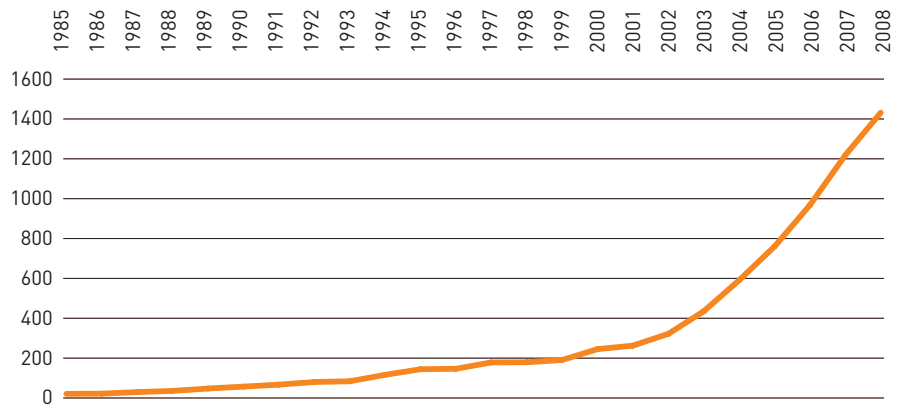
► L'ouverture, une condition de la croissance.

Au cours des 20 dernières années, le commerce extérieur chinois a connu une évolution étonnante. Les exportations ont pris l'ascenseur dès la première ouverture dans les années 1990. Alors qu'aucune dynamique particulière n'était identifiable, le volume des exportations a triplé en l'espace d'une décennie seulement en partant d'un niveau très bas. Depuis le début du nouveau millénaire, le commerce extérieur chinois a littéralement explosé. La Chine, dont l'économie était cloisonnée, est devenue très rapidement un des pays les plus importants sur le plan commercial. Il ne fait pas de doute que le taux de croissance économique de la Chine n'aurait pu décoller à ce point sans l'ouverture du marché. Le volume du commerce extérieur chinois a reculé en raison de la crise économique et financière, mais il augmente à nouveau relativement rapidement.

Graphique 4

► Croissance très forte des exportations.

Evolution des exportations chinoises
1995-2008, en milliards de dollars US



Source : Thomson Datastream

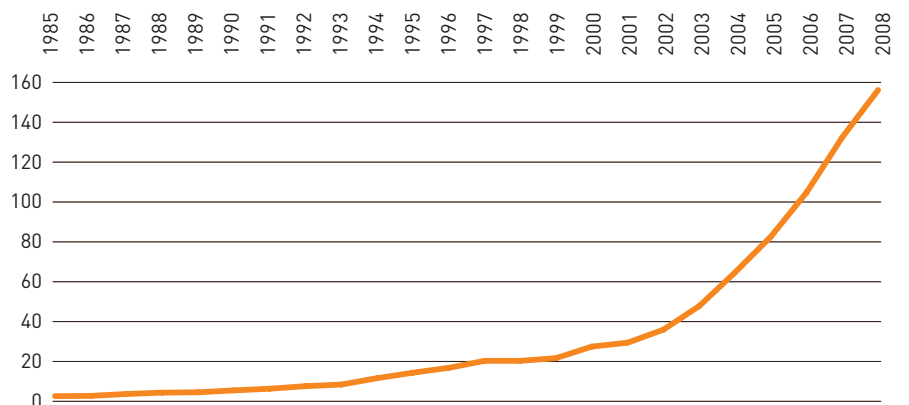
► Déficit de la balance commerciale avec les pays voisins.

Une des caractéristiques de l'économie chinoise est le montant relativement élevé de l'excédent de la balance commerciale et sa croissance constante. Cet excédent signifie que le volume des exportations chinoises de biens et de services dépasse celui des importations. Il vaut la peine d'examiner la situation de plus près : la balance des paiements de la Chine varie considérablement d'un partenaire commercial à l'autre. En l'occurrence, elle est plutôt déficitaire avec les pays environnants, dont la puissance économique est généralement inférieure à celle de la Chine. Autrement dit, l'excédent de la balance commerciale chinoise est causé par les échanges avec les pays industrialisés et en particulier ceux avec les États-Unis. Toutefois, la Suisse est un des rares pays occidentaux à présenter une balance commerciale excédentaire par rapport à la Chine, et ce depuis des années.

Graphique 5

► La Chine exporte bien plus qu'elle n'importe.

Excédents totaux de la balance commerciale
1985-2008, en milliards de dollars US

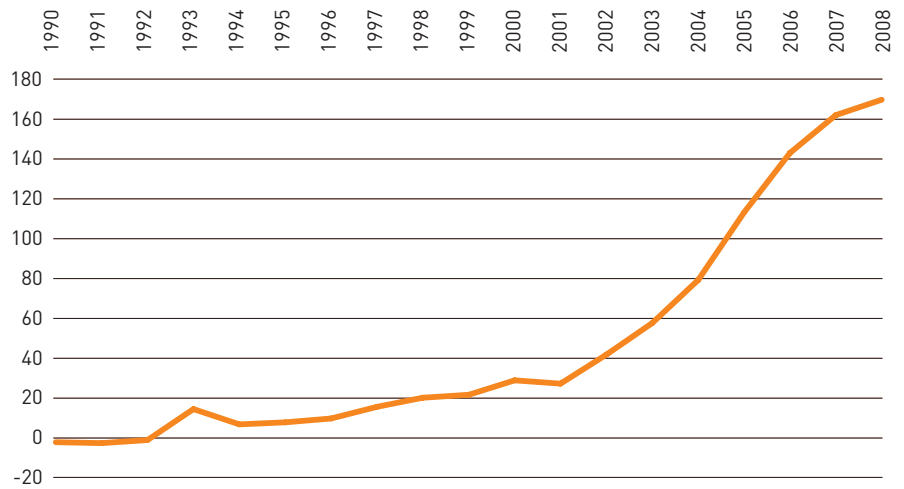


Source : Thomson Datastream

Graphique 6

► Excédent très élevé pour les échanges avec les États-Unis.

Excédents de la balance commerciale chinoise par rapport aux États-Unis 1990-2008, en milliards de dollars US



Source : Thomson Datastream

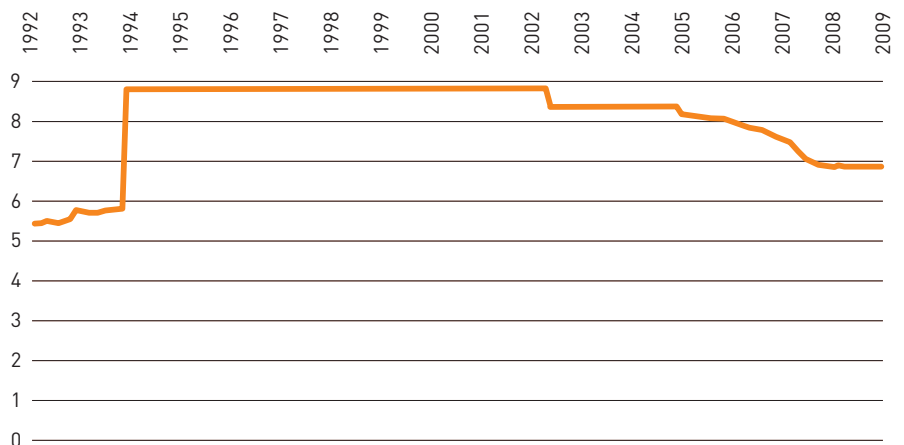
► Déséquilibres de la balance commerciale : la conséquence d'interventions étatiques ?

L'excédent de la balance commerciale avec les États-Unis fait souvent l'objet de discussions politiques. Les États-Unis considèrent en effet que la Chine empêche l'appréciation de sa monnaie par des interventions sur les marchés monétaires. Ces dernières seraient à l'origine du déséquilibre de la balance commerciale. Dans la réalité, la banque centrale chinoise (People's Bank of China, PBC) ne connaît plus de taux de change fixe, mais elle influence clairement le taux en achetant des dollars américains.¹ On peut donc se demander si le déséquilibre de la balance commerciale de la Chine avec les États-Unis est réellement la conséquence des interventions étatiques uniquement ?

Graphique 7

► Le taux de change fluctue peu.

Evolution du taux de change yuan/dollars US Depuis 1992



Source : Thomson Datastream

¹ Cf. par exemple Eichengreen, B. et Chul Park, Y. (2006). Global Imbalances and Emerging Markets. Dans : Jan Joost Teunissen and Age Akkerman(eds.), "Global Imbalances and the US Debt Problem – Should developing countries support the US Dollar?", pp. 15-45. Amsterdam: Fondad.

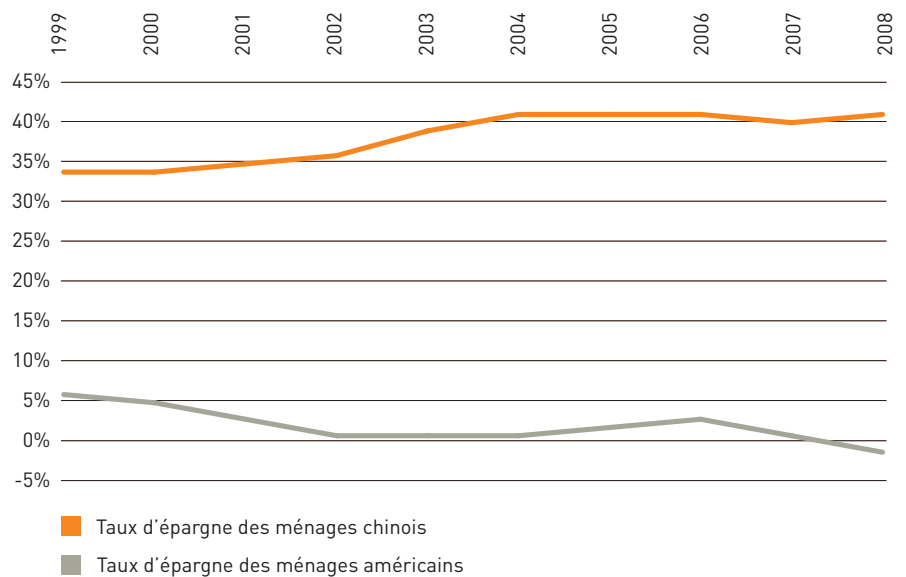
► L'excédent de la balance commerciale a, en principe, un sens sur le plan économique.

Un excédent de la balance commerciale au même titre qu'un déficit ne peut, par principe, être jugé « bon » ou « mauvais » d'un point de vue économique. A long terme ces déséquilibres reflètent principalement les attentes et les préférences des acteurs concernés. Les exemples de la Chine et des USA illustrent bien ces propos. La Chine a un taux d'épargne très élevé. Cela s'explique notamment par le faible développement de la prévoyance vieillesse en Chine, qui incite la population à investir dans la prévoyance individuelle. Cet effet devrait toutefois s'atténuer à partir de 2015 en raison du vieillissement de la population.¹ De plus, la Chine se trouve dans un processus de rattrapage. Elle a des besoins extrêmes en matière d'investissement et renonce momentanément à consommer (c'est pourquoi elle importe peu de marchandises), afin de pouvoir consommer davantage à l'avenir. Cette évolution est typique pour une économie en plein développement. A contrario, les États-Unis affichent un taux d'épargne particulièrement bas. Du point de vue économique, on pourrait dire qu'ils préfèrent anticiper jusqu'à un certain point leur consommation future, raison pour laquelle ils importent relativement beaucoup de biens. Dans la mesure où tous les acteurs concernés tablent sur une augmentation relativement élevée de la productivité aux États-Unis (et partent implicitement du principe que les États-Unis « rembourseront » tôt ou tard leurs déficits de la balance commerciale), ce phénomène est compréhensible sur le plan économique.

Graphique 8

► Le taux d'épargne en Chine et aux États-Unis : deux extrêmes.

Évolution du taux d'épargne en Chine et aux États-Unis
1999-2008, en pour cent



Source : Thomson Datastream

¹ Cf. Eichengreen et Chul Park (2006).

► La Chine agit sur le taux de change.

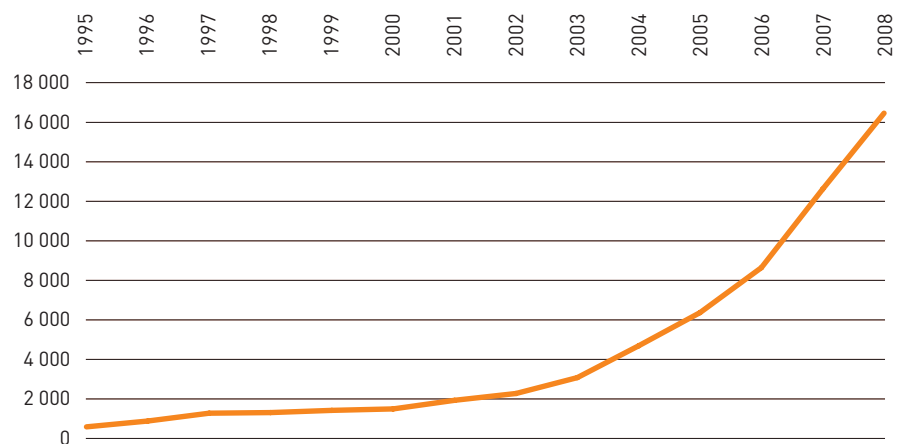
Comme nous l'avons montré, il existe des explications économiquement sensées à un déséquilibre de la balance commerciale de la Chine avec les États-Unis (ou de nombreux autres pays industrialisés). Des activités étatiques peuvent également avoir une influence décisive, en particulier à court terme. Nous avons déjà évoqué les interventions massives de la PBC sur les marchés monétaires. On peut partir du principe que son objectif est d'éviter l'appréciation de la monnaie et donc de soutenir les entreprises exportatrices. Pour ce faire, elle accumule des réserves colossales de dollars US. et compense la hausse de la masse monétaire résultant de l'achat des réserves en émettant des emprunts, afin de juguler le risque d'inflation.

Graphique 9

► Réserves de devises colossales.

Les réserves de devises de la People's Bank of China (PBC)

1995-2008, en milliards de yuans



Source : Thomson Datastream

► La politique de la PBC ne peut être maintenue sur la durée.

L'approche de la PBC comporte principalement deux problèmes. Premièrement, cette politique n'est pas viable sur la durée, car il n'est pas possible (sur des marchés des capitaux ouverts) de maintenir un taux de change stable et un taux d'inflation bas à long terme (cf. encadré sur le trilemme macroéconomique). On peut également se demander si cette intervention tendant à maintenir les structures rend réellement service aux exportateurs. Il est possible que le processus d'adaptation soit plus douloureux à l'avenir qu'il ne le serait aujourd'hui.

► Dangers encourus en cas d'adaptation abrupte du taux de change.

Deuxièmement, une adaptation abrupte du taux de change poserait des problèmes. Le dollar américain reste une monnaie dominante. La dissolution des réserves de devises détenues par la Chine risquerait de mettre le billet vert sous pression, ce qui pourrait entraîner des turbulences sur les marchés financiers. Pour la Chine, une appréciation soudaine du yuan pourrait provoquer une déflation avec tous ses effets négatifs sur l'économie. Le Japon a connu une situation similaire voici 20 ans environ.¹ Par ailleurs, on peut s'attendre à ce que l'économie exportatrice chinoise s'en tire nettement moins bien que les entreprises d'un pays industrialisé.²

¹ Cf. McKinnon, R. et Schnabl, G. (2009). China's financial conundrum and global imbalances. BIS Working Papers n° 277.

² Cf. Rajan, R. (2006). Global imbalances and financial reforms with examples from China. Cato Journal, 26(2), pp. 267-273.

► Des changements s'imposent sur le plan politique.

La Chine et en particulier la PBC sont confrontées à une tâche difficile. Si elles entendent éviter l'inflation, elles doivent accepter une appréciation progressive et contrôlée de leur monnaie. Plus elles attendent, plus le déséquilibre économique s'accroît et plus la pression du marché en vue d'une adaptation se renforce et plus le danger d'une correction subite et extrême des taux de change augmente. Cela causerait vraisemblablement des dommages importants.

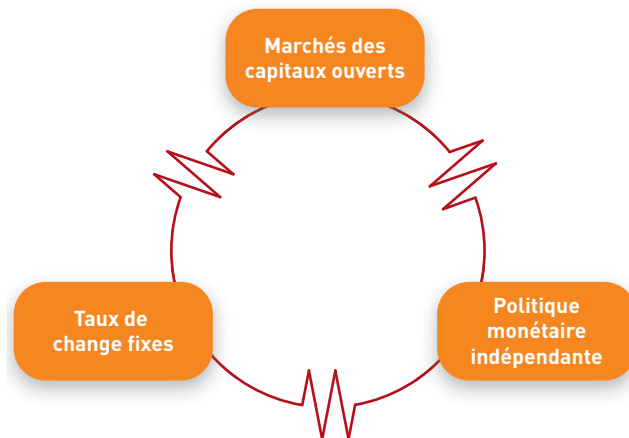
Un principe central de macroéconomie

Il est un principe central de macroéconomie internationale qui veut qu'il n'est pas possible d'atteindre simultanément les trois objectifs politiques que sont des marchés des capitaux ouverts, des taux de change fixes et la politique monétaire indépendante. Il faut nécessairement renoncer à l'un d'entre eux. Ce phénomène est désigné par le terme de « trilemme macroéconomique »¹.

Graphique 10

► On ne peut atteindre que deux des trois objectifs en même temps.

Le trilemme macroéconomique



Source : eigene Darstellung

► Des marchés des capitaux ouverts, des taux de change fixes et une politique monétaire indépendante.

Afin de comprendre ce trilemme, pensons à un État essayant d'atteindre les trois objectifs. Imaginons qu'une entreprise exporte des biens aux États-Unis et qu'elle reçoive en échange des dollars. Comme elle est active essentiellement à l'échelle nationale, elle souhaite changer ces dollars en monnaie locale. Lorsque les taux de change sont flexibles, cette hausse de la demande de monnaie nationale entraîne une appréciation de celle-ci (bien entendu l'appréciation provoquée par une entreprise serait minime). Comme l'État poursuit l'objectif d'un taux de change fixe, la banque centrale intervient sur les marchés monétaires en achetant des dollars avec de la monnaie locale. Cette intervention entraîne une augmentation de la masse monétaire nationale, qui engendre à son tour de l'inflation. En conclusion, l'objectif de taux de change fixe est antinomique avec une politique monétaire indépendante. Les marchés étant ouverts, la banque centrale doit choisir l'un des deux objectifs.

¹ Obstfeld, M. et Taylor, A. M. (2002). Globalization and Capital Markets. NBER Working Paper Series. Working Paper No. 8846.

► On peut observer l'existence du trilemme dans la réalité.

L'existence du trilemme a déjà pu être observée dans la réalité lors de l'effondrement du système de Bretton-Woods ou de celui du système monétaire européen. Dans les deux cas, la cause était la même : des évolutions conjoncturelles opposées ont nécessité des mesures de politique monétaire différentes. Enfin, la politique monétaire asynchrone des banques centrales a entraîné la chute du système de taux de change fixe.

► Il est possible d'inverser le trilemme mais seulement à court terme.

Il faut se garder d'interpréter ce trilemme macroéconomique de manière trop littérale. Concrètement, il faut prêter attention à deux points : premièrement, la notion de « taux de change fixe » ne correspond pas à une pratique absolue, il existe des nuances. Les États peuvent par exemple fixer une fourchette ou pratiquer des appréciations et dépréciations contrôlées. Presque toutes les banques centrales surveillent les taux de change pour des raisons de politique conjoncturelle. Deuxièmement, il est possible de contourner le trilemme à court terme. Cela peut s'appliquer au cas de la Chine et des États-Unis. L'émission d'emprunts d'État permet de juguler efficacement le risque d'inflation provoqué par les mesures visant à éviter une appréciation de la monnaie locale. Cette politique ne peut toutefois être appliquée que de manière restreinte. Elle se contente de différer le problème, même s'il peut l'être de plusieurs années. Cependant, le marché des emprunts d'État sera saturé tôt ou tard et les intérêts versés seront trop élevés par rapport à l'utilité.

Structure économique de la Chine : de l'imitation à l'innovation

► Conditions générales décisives pour la croissance à long terme.

La prospérité d'un pays est déterminée sur la base de la création de la valeur ajoutée. Pour les pays développés en particulier, la capacité à innover joue un rôle clé. Une fois qu'un pays a terminé le processus de rattrapage, le progrès technologique devient, à long terme, nécessairement la source principale de sa croissance économique. A cet égard, les conditions générales de politique économique générale sont déterminantes.

► La Chine bénéficie de l'effet de rattrapage.

Au cours de ces dernières années, la Chine s'est énormément développée et a bénéficié particulièrement de l'effet de rattrapage lié à l'accumulation de capital.¹ La croissance économique chinoise repose avant tout sur la production à bas coût de produits de masse peu élaborés sur le plan technique. En raison de la flexibilité du marché de l'emploi et de réglementations minimales, cette production était particulièrement attrayante en Chine. Cependant, elle a reconnu qu'elle touchait désormais aux limites du développement économique permis par ce type de production. A cela s'ajoutent des problèmes dans les domaines environnementaux et énergétiques qui se muent de plus en plus en un handicap pour la suite du développement économique. Seules les adaptations techniques correspondantes permettront de surmonter ces problèmes. Le besoin de rattrapage de la Chine est également visible en comparaison internationale. Le pays se place au 22e rang du classement mondial de la capacité à innover.

¹ Des mesures empiriques montrent que la croissance chinoise se fonde pour une faible part sur le progrès technologique. Cf. Latham, W. et Hong, Y. (2008). Domestic Innovation and Regional Growth, 1991-2004. International Workshop on Human Capital, Social Capital and Creative Capital as Sources of Regional Growth, Amsterdam.

Graphique 11

► Besoin de rattrapage en matière de capacité à innover.

Capacité à innover de la Chine en comparaison internationale.**Indice de l'innovation 2009 du Global Competitiveness Report**

1. Japon
2. Allemagne
3. Suisse
.....
22. Chine

Source : World Economic Forum

► La Chine souhaite miser sur l'innovation.

Une croissance durable à long terme se fonde sur la capacité à innover et le progrès technologique. En conséquence, l'Académie chinoise des sciences a élaboré une feuille de route ambitieuse pour le développement scientifique et technologique de la Chine au cours des 50 prochaines années. Cette feuille de route définit 28 domaines dans lesquels l'innovation technologique sera encouragée. Une attention particulière est accordée à l'approvisionnement en énergie. Les dépenses consacrées à la recherche-développement (R-D) doivent augmenter afin que le rapport entre ces dépenses et le produit intérieur brut atteigne le niveau moyen de l'OCDE d'ici à 2020 (elles doivent passer de 1,3 % à 2,5 %, à titre de comparaison : en Suisse le taux avoisine les 3 %).

► Des réformes de politique économiques s'imposent.

Si on s'intéresse aux conditions générales de politique économique, on s'aperçoit que la Chine doit encore se soumettre à un certain nombre de réformes pour parvenir à la transformation souhaitée. La décision d'accroître les investissements de l'État ne suffit pas. Des innovations durables doivent émaner de l'économie privée, sans quoi elles ne possèdent pas la viabilité commerciale nécessaire. Cela se reflète aussi dans la productivité relativement faible du domaine de la R-D en Chine.¹ C'est précisément dans ce contexte que l'on voit les réformes nécessaires du côté de la politique économique chinoise. On pourrait les résumer comme suit : renforcement de la propriété privée et du secteur privé. Deux autres points paraissent particulièrement importants.²

► Les marchés des capitaux se caractérisent par une surrégulation.

Premièrement, le système bancaire chinois, et donc l'octroi de crédits, est contrôlé par l'État.³ Cela a diverses conséquences : d'une part, les entreprises étatiques sont privilégiées en matière d'octroi des crédits et, d'autre part, les projets qui reçoivent des capitaux ne sont pas nécessairement les plus prometteurs ni les plus solides sur le plan commercial. La libération des marchés des capitaux des griffes de la bureaucratie et des liens étatiques que cela implique sont une condition centrale afin que les entreprises capables d'innover accèdent aux ressources nécessaires.

¹ Cf. Zhihua Zeng, D. et Wang, S. (2007). China and the Knowledge Economy: Challenges and Opportunities. World Bank Policy Research Working Paper 4223.

² D'autres améliorations sont naturellement également nécessaires dans les domaines de la formation, des institutions et des infrastructures. Cf. par exemple Zhihua Zeng, D. et Wang, S. (2007).

³ Cf. Moser (2009).

- Renforcer la propriété intellectuelle. Le deuxième point central est le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle. Les investissements dans la recherche-développement ont un coût relativement élevé et sont très incertains. Les entreprises commenceront à investir dans ce domaine uniquement quand les innovations et les revenus qui en résulteront seront protégés. La protection insuffisante de la propriété intellectuelle est aussi l'un des facteurs les plus dissuasifs pour les investisseurs étrangers. Il n'est donc pas étonnant que la littérature économique explique principalement ainsi la faible capacité à innover de la Chine.¹
- La Chine a identifié les problèmes. La Chine a globalement identifié le problème et a déjà pris des mesures avec l'introduction de lois correspondantes (« intellectual property rights », IPR). La Chine est aujourd'hui le seul pays à examiner les exportations à la recherche de contrefaçons et à former ses douaniers en conséquence. Ceci étant, la législation reste lacunaire. De nombreux brevets sont accordés pour de fausses innovations (les « junk patents »), c'est-à-dire qu'un nouvel emballage est enregistré comme une innovation à protéger.² L'une des raisons est que l'État fixe aux autorités locales des objectifs quantitatifs en matière de brevets. En conséquence, la protection des brevets pour les véritables innovations est trop faible et les efforts dans ce domaine n'en valent pas la peine. Il en ressort que les IPR actuels ont d'une certaine façon un effet négatif sur la « qualité » de la R-D.
- Des efforts supplémentaires sont indispensables. Par ailleurs, il faut mentionner la protection des brevets dont la mise en œuvre laisse à désirer en Chine. Le commerce des contrefaçons de montres, d'habits, d'appareils électroniques, etc. reste florissant et les industries concernées déplorent des pertes élevées. A ce sujet, il faut noter que les Chinois copient de plus en plus de produits nationaux. Il y a plusieurs raisons à cela. Les sanctions pour violation des droits de propriété intellectuelle sont encore relativement laxistes. De plus, les efforts déployés par les autorités ne permettent pas encore de contrôler la situation dans ce pays immense. Enfin, il faut aussi, à long terme, que la population développe une conscience que le vol de propriété intellectuelle cause du tort.
- Objectif à long terme : passer de l'imitation à l'innovation. Il en ressort que la Chine doit impérativement passer de l'imitation à l'innovation afin que son économie puisse prospérer à long terme. Le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle et des lois correspondantes en particulier constituera un pas important dans ce sens. Cependant, il ne faut pas oublier que la Chine se trouve toujours dans un processus de rattrapage et qu'une grande partie de la population ne profite guère pour l'instant de l'augmentation de la prospérité. Dans ce sens, la Chine ne doit pas perdre des yeux ses forces actuelles, l'utilisation de technologies existantes à un coût plus avantageux.

¹ Cf. z.B. Dobson, W. et Sfarian, A. E. (2008). The transition from imitation to innovation : An enquiry into China's evolving institutions and firm capabilities. *Journal of Asian Economics*, 19, pp. 301-311.

² Cf. Linton Connor, K. (2008). *China's R&D Policy for the 21st Century : Government Direction of Innovation*.

Importance de la Chine pour l'économie suisse

► Potentiel élevé du marché chinois.

La Chine est considérée comme un des marchés les plus prometteurs. Forte d'une population de plus de 1,3 milliard de personnes, la République populaire de Chine renferme un potentiel énorme. A cela s'ajoute que l'espace économique asiatique semble bien résister à la crise. Ils ne sont pas rares ceux qui pensent que la Chine aura tôt fait de ravir aux États-Unis le titre de première puissance économique.

► Demande en hausse pour les produits suisses.

La Suisse a très bonne réputation en Chine. Nos produits sont considérés comme étant de qualité élevée et fiables. Il est même devenu une tradition d'offrir une montre suisse pour un mariage. Les Chinois attachent beaucoup d'importance à l'authenticité et à la production en Suisse. Le label « swiss made » bénéficie d'une haute reconnaissance pour les montres, mais aussi pour d'autres biens de consommation et d'équipement. La demande de produits suisses augmente constamment, en particulier au sein de la classe moyenne de plus en plus nombreuse.

► Relations commerciales étroites entre la Suisse et la Chine.

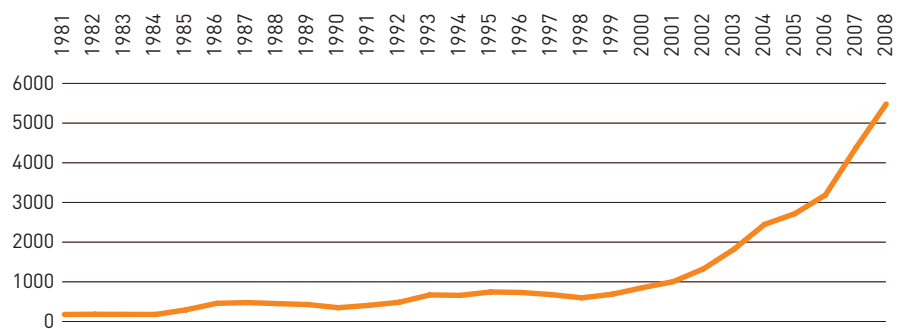
La Suisse a déjà noué des relations commerciales très étroites avec la Chine et est bien positionnée pour affronter l'avenir. Le fait que la Suisse ait été le premier pays à reconnaître officiellement la Chine comme une économie de marché n'y est pas étranger. En principe ce n'était qu'un acte symbolique, mais il revêt une importance décisive aux yeux des Chinois. Les statistiques commerciales mettent en évidence le resserrement des relations entre la Chine et la Suisse. Une des particularités de cette relation est que la Suisse est un des rares pays industrialisés à posséder une balance commerciale excédentaire avec la Chine. Cela montre encore une fois l'intérêt des Chinois pour les produits helvétiques.

Graphique 12

► Forte croissance des exportation.

Évolution des exportations suisses destinées à la Chine

1981-2008 (à l'exclusion de Hong Kong), en millions de dollars US

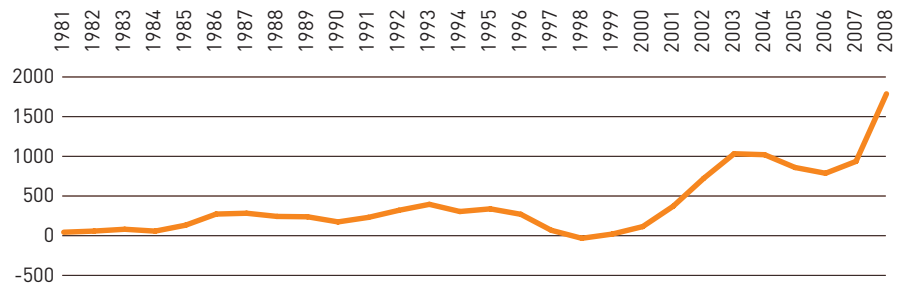


Source : Thomson Datastream

Graphique 13

► Balance commerciale Suisse-Chine : excédent en faveur de la Suisse.

Évolution de la balance commerciale de la Suisse avec la Chine 1981-2008 (à l'exclusion de Hong Kong), en millions de dollars US



Source : Thomson Datastream

► Besoin d'ouverture supplémentaire.

Malgré une interconnexion forte et surtout de plus en plus étendue avec la Chine, l'accès au marché reste difficile dans certains domaines. En ce qui concerne l'industrie des machines, la fluctuation incessante des droits de douane par exemple pose problème pour la planification à long terme. Pour les entreprises suisses possédant le savoir-faire et le potentiel d'investissement, le marché chinois doit s'ouvrir davantage.

► La conclusion d'un accord de libre-échange est prévue.

Dans ce contexte, il est d'autant plus réjouissant que la Chine accepte de négocier un accord de libre-échange avec la Suisse. Nous sommes la première économie européenne d'une certaine taille avec laquelle la Chine prend ce chemin. Dans le cadre de deux ateliers organisés à Pékin et à Berne, des représentants des deux pays ont mené des travaux préparatoires pour la réalisation d'une étude de faisabilité quant à la conclusion d'un accord de libre-échange. La réalisation d'une telle étude a été décidée en janvier 2009 par le Premier ministre Wen Jiabao et le président de la Confédération Hans-Rudolf Merz. Le 30 novembre 2009, à l'occasion d'une rencontre dans le cadre de la conférence de l'OMC à Genève, le ministre chinois du commerce, Chen Deming, et la ministre de l'économie suisse, Doris Leuthard, ont décidé de lancer une étude de faisabilité.

► Une grande chance pour la Suisse.

Du point de vue de l'économie, tous les pas favorisant la conclusion rapide d'un accord de libre-échange doivent être salués. Au vu de la complémentarité des deux économies, l'Empire du Milieu est un partenaire commercial optimal. La Suisse aurait certainement un avantage de taille sur le marché chinois en comparaison avec d'autres pays. Puisque nous serions une des premières nations à conclure un accord avec la Chine. Pour le succès à long terme des relations entre les deux pays, il est indispensable que le développement de la politique économique chinoise soit axé sur la stabilité et que la Chine traite de manière approfondie la question de la protection de la propriété intellectuelle.

Conclusion

► L'environnement reste dynamique.

La croissance de la Chine affiche un dynamisme remarquable. Ces dernières années, des taux de croissance souvent supérieurs à 10 % ont fortement fait reculer la pauvreté en Chine. L'évolution économique doit rester dynamique afin que d'autres couches de la population puissent bénéficier de l'augmentation de la prospérité et pour éviter des troubles sociaux. En outre, la progression de la prospérité est aussi une condition à une amélioration à long terme de la situation, toujours insatisfaisante, en matière de droits de l'homme.

La Chine semble bien résister à la crise économique actuelle et être à même de maintenir le niveau de croissance actuel. Ce pays constitue une exception des plus réjouissantes en comparaison internationale, ce qui démontre la robustesse du dynamisme économique de l'Empire du Milieu. Toutefois, cette évolution réjouissante en soi s'explique en grande partie par des mesures de soutien étatiques. Cependant, à l'instar des mesures conjoncturelles dans les pays industrialisés, la Chine ne pourra les maintenir à ce niveau à long terme. On ignore par ailleurs l'évolution que connaîtra la politique monétaire à moyen terme. La fixation du taux de change à partir des réserves en dollars accumulées n'est pas une pratique durable et doit être adaptée tôt ou tard. Des conditions générales favorables à l'innovation comme la fiscalité, la sécurité juridique (y compris la protection de la propriété intellectuelle), des marchés des capitaux ouverts, la formation, etc. seront déterminantes pour l'évolution à long terme.

► Chine : un marché d'avenir pour la Suisse.

En tout état de cause, la Chine est, pour la Suisse, un partenaire commercial extrêmement intéressant caractérisé par un fort potentiel de développement. Les produits helvétiques ont la cote en Chine et la demande continuera certainement d'augmenter au fur et à mesure que le revenu par habitant progressera. Les réformes de politique économique prévues en Chine, en particulier dans le domaine des « intellectual property rights », améliorent dans tous les cas les opportunités commerciales. Dans ce contexte, l'économie salue et soutient la conclusion aussi rapide que possible d'un accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine.

Pour toutes questions :

fabian.schnell@economiesuisse.ch

rudolf.minsch@economiesuisse.ch

sacha.roth@economiesuisse.ch